



MALI

Renforcer la capacité d'adaptation et la résistance du secteur agricole au changement climatique

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 2 600 000
Cofinancement	USD 6 865 000
Achèvement du PANA	Décembre 2007
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Février 2008
Date prévue d'agrément du DG	Décembre 2009
Dates prévues de début et de fin d'exécution	Mars 2010–novembre 2014
Entité d'exécution du FEM	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Autre partenaire	ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

Le secteur agricole, qui contribue à plus de 50 % au PIB national du Mali, constitue la principale source de subsistance pour 70 % de la population. Ce secteur se caractérise par une grande diversité des systèmes de production, due aux différentes zones agroclimatiques que compte le pays. Les populations pastorales sont concentrées dans le Sahel, les agriculteurs, éleveurs et agriculteurs-éleveurs peuplant les zones soudano-guinéenne et guinéenne.

Les variations actuelles des conditions climatiques provoquent une dégradation de la production agricole et représentent une grave menace pour le développement de ce secteur et pour la sécurité alimentaire au Mali. Comme le soulignent à la fois la communication nationale initiale (CNI) et le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA), les prévisions climatiques font ressortir une hausse des températures, une baisse des précipitations, et une augmentation de la variabilité tant sur 12 mois que d'une année sur l'autre. La zone soudano-sahélienne serait la région la plus affectée par ces changements pluviométriques. On constate déjà que de nombreuses régions rurales au Mali connaissent de graves

sécheresses, des pluies irrégulières et des rendements agricoles en baisse.

Très dépendants de l'agriculture pluviale et de méthodes incompatibles avec une aridification et une variabilité climatique croissantes dans des secteurs tels que la phytogénétique, la gestion des ressources hydriques et des terrains de parcours, la préparation aux sécheresses et la génération de revenus familiaux, les systèmes d'exploitation agricole et d'élevage du pays sont très exposés à la variabilité et au changement climatiques. Les autres facteurs de vulnérabilité sont liés à l'accroissement des mouvements démographiques, tels que les déplacements de « réfugiés climatiques » vers des régions moins touchées par la sécheresse, ce qui a pour effet de beaucoup solliciter les terres arables productives ; la raréfaction des investissements de base dans les mécanismes de marché des zones rurales ; les insuffisances du régime foncier qui freinent le développement du secteur.

Ce projet, qui cherche à encourager certains aspects du développement agricole tels que la stimulation des économies rurales, l'amélioration de la productivité et la



promotion d'une gestion durable des sols, comporte un recadrage des stratégies de renforcement de la résistance aux chocs climatiques pour intégrer la dimension « changement climatique » à la politique agricole, organiser les connaissances relatives à l'adaptation et diffuser les méthodes de référence afin de favoriser une transformation de l'ensemble du secteur.

Activités prévues et résultats attendus

Le présent projet, qui s'inscrit dans la continuité du PANA, regroupe les mesures prioritaires interdépendantes de ce plan d'action sous forme d'un projet unique, homogène et intégré. Cette initiative aidera le Mali à mettre sa sécurité alimentaire à l'abri du changement climatique en : a) renforçant la capacité des petits agriculteurs et des populations pastorales à faire face à l'intensification de la variabilité climatique ; b) intégrer systématiquement les risques induits par le changement climatique, notamment par la variabilité climatique, aux politiques, plans et législations clés sur le développement agricole ; et c) renforcer les capacités institutionnelles pour anticiper et gérer les menaces grandissantes que fait planer le changement climatique sur la production alimentaire. En mettant l'accent simultanément sur le renforcement de la sécurité alimentaire, la promotion de moyens de subsistance à l'épreuve du changement climatique en zone rurale, la réduction des risques climatiques et la facilitation de l'accès aux technologies d'adaptation, le projet rassemble les éléments cruciaux nécessaires pour montrer l'applicabilité des mesures de résistance au changement climatique et favoriser l'évolution du modèle de développement agricole au Mali.

Amélioration de la capacité nationale à prévenir et gérer les effets du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire :

Le projet porte la question de la gestion des risques climatiques au niveau des décideurs, du personnel technique et des populations locales, et contribue à renforcer les cadres stratégiques, institutionnels et juridiques nécessaires pour traiter de manière systématique les menaces grandissantes que fait planer le changement climatique sur la production et la sécurité alimentaires. Cela passe par : l'évaluation économique des effets du changement climatique sur le secteur agricole et l'établissement d'une stratégie nationale de financement pour l'adaptation ; le réexamen des crédits affectés au secteur agricole pour tenir compte de l'adaptation ; la formation complète des intervenants clés, en les équipant d'outils, options et modes de gestion des risques climatiques ; un Livre vert et une campagne de sensibilisation à l'intention des décideurs.

Renforcement de la résistance aux chocs climatiques des systèmes de production agricole et des

populations agropastorales les plus vulnérables :

Le projet prévoit des investissements plus importants ou plus complexes dans des systèmes d'assistance agrométéorologique modernisés, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement / Bureau pour la prévention des crises et le relèvement (UNDP/BCPR), afin de mieux surveiller, prévoir et gérer les situations de crise alimentaire. Des systèmes d'exploitation agropastorale appropriés, s'appuyant par exemple sur des espèces végétales ou animales résistant à la sécheresse, des techniques de conservation des sols et de l'eau à l'épreuve du climat, ou encore des dispositifs améliorés de gestion des cultures et de l'élevage, seront établis dans les zones agricoles les plus vulnérables. Des instruments financiers adéquats de transfert des risques climatiques, comme les assurances contre les intempéries, les régimes communautaires d'assurance, les fonds de roulement et d'indemnisation, les programmes d'emploi et les moyens de subsistance à l'épreuve du climat, seront mis au point au profit des populations à haut risque.

Le projet sera couplé au Mécanisme d'apprentissage de l'adaptation du PNUD-FEM pour que les enseignements qui en seront tirés atteignent un public aussi large que possible. Outre un plan national de médiatisation, une campagne de communication et un site consacré au projet, des outils de transfert des connaissances, des directives techniques et des documents didactiques seront préparés et diffusés auprès des acteurs clés.

Synergies et coordination

Le projet est réalisé en coordination avec les initiatives suivantes : le projet d'appui à la diversification et à la compétitivité du secteur agricole dans la zone relevant de l'Office de la haute vallée du Niger (OHVN), financé par le Gouvernement du Mali, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Japon ; le *Projet d'intensification du périmètre irrigué de Baguinéda*, financé par le Gouvernement du Mali et le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) ; le projet visant à favoriser et développer l'implantation de la race de zébus Azawak au Mali, financé par le Gouvernement du Mali et le Royaume de Belgique.

Le projet devrait également tirer profit d'autres initiatives, comme la composante Mali du projet de gestion forestière communale et communautaire GESFORCOM et le projet *Agrobiodiversité du sorgho*, déjà achevé, du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Durant la phase de préparation du projet, d'autres consultations se dérouleront afin d'éviter les chevauchements et d'optimiser les synergies.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org